

# EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE ET À PETITE ÉCHELLE (EMAPE) ET COVID-19 FAIRE FACE À LA PANDÉMIE

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions importantes sur la vie et les moyens de subsistance d'une grande partie des femmes et des hommes qui travaillent dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE). La pandémie – et les réponses gouvernementales qui en découlent – a bouleversé la vie de nombreuses communautés qui dépendent de l'EMAPE, présentant des défis importants aux mineurs et à leurs familles, aux autorités locales, aux gouvernements nationaux et aux partenaires locaux et internationaux, alors que tous luttent pour contenir une crise sanitaire dont l'ampleur et la nature n'ont pas été observées depuis plus d'un siècle.

La présente note se fonde sur des données recueillies lors d'entretiens avec des représentants des gouvernements des pays membres de l'IGF et des [communautés EMAPE dans le monde entier](#). Elle décrit certains des principaux défis à relever en matière de soutien et de réglementation du secteur dans le contexte de la pandémie mondiale, et trace une voie indicative pour aider les gouvernements à mettre en place une gestion

efficace de l'EMAPE dans les mois à venir. Bien que cette contribution s'efforce de rassembler les données recueillies au niveau mondial par de multiples institutions dans un format digeste, il convient de préciser que tous les pays et toutes les localités n'ont pas été touchés de la même manière par le coronavirus; les politiques devraient donc toujours être définies et élaborées de façon à tenir compte de ces réalités uniques.

Les chiffres sont bien sûr significatifs : en 2017, l'on estimait à 40,5 millions le nombre de femmes et d'hommes directement engagés dans l'EMAPE, et plus du triple sont indirectement tributaires du secteur, notamment les familles des mineurs, les commerçants et les prestataires de services qui soutiennent les opérations, et les acteurs de la chaîne d'approvisionnement qui dépendent de leur production. Bien que la formalisation du secteur de l'EMAPE ait été une priorité essentielle du secteur public pour de nombreux gouvernements des pays où se déroule ce type d'activités, l'informalité reste très répandue, représentant environ 80 % de la main-d'œuvre totale.



## Des réponses gouvernementales limitées à ce jour

Même avant l'apparition du virus, de nombreux gouvernements des pays riches en minerais étaient confrontés à des défis importants pour soutenir et réglementer efficacement les opérations d'EMAPE, du fait à la fois [d'un manque généralisé de données](#) et de contraintes en matière de ressources financières, matérielles et humaines, et de la dispersion, de l'éloignement et du caractère informel des opérations. Dans certains cas, ces défis sont devenus plus complexes et insolubles à mesure que l'ampleur et la durée de la pandémie augmentaient. Les gouvernements ont donc eu du mal, et c'est compréhensible, à relever ce défi de manière globale.

Alors que les enquêtes communautaires démontrent généralement l'efficacité des efforts de sensibilisation du gouvernement pour atteindre les populations concernées par l'EMAPE, la diffusion des mesures de base de contrôle des maladies a été limitée jusqu'à présent. Parmi les gouvernements, plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de l'IGF déclarent ne pas être en mesure d'offrir aux mineurs et à leurs communautés un soutien spécifique lié à la pandémie. Au niveau des sites, [plus de 80 % des répondants travaillant dans l'EMAPE](#) qui ont participé à l'initiative de collecte de données Delve ont déclaré n'avoir reçu aucune aide pour les aider à faire face aux impacts du virus, notamment pour pallier le manque de fournitures de protection essentielles contre la contamination, comme des masques, des désinfectants et des stations de nettoyage des mains. Comme les sites et les communautés d'EMAPE sont souvent éloignés, les infrastructures sanitaires peuvent être médiocres, et les tests et le traçage des contacts sont presque impossibles.

Un autre défi important pour le soutien du secteur de l'EMAPE auquel les gouvernements ont été confrontés pendant la pandémie a été la difficulté d'atténuer les effets négatifs des restrictions liées à la COVID-19 sur les chaînes d'approvisionnement du secteur. Comme partout ailleurs dans le monde, les gouvernements des

États membres de l'IGF ont introduit une série de mesures de confinement pour freiner la propagation du virus, notamment des fermetures sectorielles partielles et totales, des couvre-feux, des exigences de distanciation physique et des restrictions de mouvements. Ces mesures de lutte contre la maladie étaient essentielles pour arrêter la transmission précoce de la maladie, mais elles ont eu des répercussions négatives importantes sur le secteur de l'EMAPE.

- Tout d'abord, les restrictions de voyage ont entravé la capacité des gouvernements à contrôler et à appliquer les lois et règlements de l'EMAPE sur le terrain; les inspecteurs et les agents de vulgarisation ne peuvent tout simplement pas se rendre sur de nombreux sites d'EMAPE.
- Deuxièmement, les restrictions ont eu d'importantes implications pour le commerce des minéraux, avec pour conséquence une réduction des revenus de nombreux mineurs. Les restrictions de mouvement à destination et en provenance des sites d'EMAPE ont rendu difficile la vente de leur production par les acteurs du secteur, ce qui, dans de nombreux pays, a entraîné l'émergence d'un « marché d'acheteurs ». Malgré les prix élevés de l'or au niveau mondial, par exemple, les producteurs d'or artisanaux ont dû faire face à des réductions de prix sans précédent pour leur produit - dans certains cas, les prix au niveau des sites [ont chuté de 40 %](#). La majorité des répondants travaillant dans l'EMAPE ont vu leurs revenus chuter de manière drastique du fait des difficultés accrues pour écouler leur production, avec pour corollaire une augmentation des niveaux d'insécurité alimentaire et une réduction des revenus des ménages dans les communautés EMAPE.
- Troisièmement, les réglementations liées à la COVID-19 ont également, dans de nombreux cas, exacerbé des problèmes préexistants. Les répondants aux enquêtes de l'IGF et de Delve ont fait état, par exemple, d'une aggravation des inégalités préexistantes entre les sexes, [les revenus et le travail des femmes dans l'EMAPE étant affectés de manière disproportionnée](#) pour plusieurs raisons, dont la charge accrue des tâches



domestiques et la garde des enfants leur incombant (principalement) avec la fermeture des écoles.

## La coordination avec les autorités locales et provinciales permet de mettre en place des programmes de santé efficaces

Mais les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises. De nombreux répondants à l'enquête de l'IGF ont déclaré continuer à fournir un soutien essentiel au secteur de l'EMAPE, entre autres à travers des services de vulgarisation et des programmes de formation sur les pratiques sûres d'extraction et de traitement, la fermeture des mines et la gestion environnementale, et le soutien aux systèmes de commercialisation. Pour ceux qui sont en mesure d'apporter un soutien spécifique à la COVID, les réponses ont porté sur des programmes axés sur la santé (campagnes de sensibilisation autour du virus et des mesures d'assainissement adéquates), la distribution d'équipements de protection individuelle (y compris les masques faciaux et les désinfectants), les programmes d'achat d'or, l'aide monétaire et alimentaire, et le financement du développement. Il est plus facile de faire parvenir ce soutien aux communautés lorsque les mineurs travaillent dans le secteur formel, le soutien bénéficiant souvent à ceux qui exercent leurs activités conformément aux réglementations en vigueur. Cela se fait en coordination avec les autorités locales et provinciales et généralement par le biais de projets d'EMAPE existants, déjà axés sur la formalisation économique et juridique.

## Le secteur de l'EMAPE a également lancé ses propres réponses fructueuses

Il existe également des exemples de réussite au sein même du secteur de l'EMAPE. Au Zimbabwe, les personnes interrogées au sein d'une communauté EMAPE ont déclaré avoir [financé collectivement un service de prise en charge des patients COVID-19](#) dans un hôpital local. À un niveau plus général, le secteur de l'EMAPE – en particulier le secteur informel – a permis de faire vivre un grand nombre de

personnes issues d'autres secteurs qui ont été touchés économiquement par la pandémie. Malgré les restrictions gouvernementales, le secteur informel de l'EMAPE, motivé à la fois par la nécessité et par la capacité limitée du gouvernement à faire appliquer les mesures de confinement, a fourni une bouée de sauvetage aux populations qui ont rarement d'autres possibilités d'emploi et de subsistance ou des économies sur lesquelles se reposer. En ce sens, comme cela a longtemps été observé, [le secteur minier informel a servi de filet de sécurité](#) malgré la rupture de la chaîne d'approvisionnement, [la réduction de la production et la volatilité des prix](#).

Cela met en lumière l'équilibre délicat entre les priorités dominantes des politiques publiques (pour contenir le virus et formaliser le secteur de l'EMAPE) et la dépendance continue à ces activités informelles pour répondre aux besoins fondamentaux de la population. Elle nous amène à nous arrêter et à réfléchir à la valeur inhérente de l'EMAPE et au rôle légitime qu'elle peut jouer pour soutenir le développement économique local dans les pays riches en minerais, même lorsqu'elle n'est pas pleinement intégrée dans l'économie officielle. Les programmes de relance post-COVID-19 devront en tenir compte, en différenciant les activités informelles légitimes des activités minières illicites et illégales, dont l'augmentation a été signalée, et qui constituent une menace plus importante pour la reprise économique durable.

## L'avenir des réponses gouvernementales à la COVID-19 : une chance de mieux reconstruire grâce à la coopération public-privé

La présente note a décrit certains des principaux défis auxquels sont confrontés les gouvernements des pays producteurs de minerais pour réglementer et soutenir les millions de personnes directement et indirectement impliquées dans le secteur de l'EMAPE dans le contexte d'une pandémie mondiale. Des défis considérables restent à relever; les budgets et les efforts de suivi déjà tendus de nombreux gouvernements ont été encore davantage limités par la réorientation des dépenses et la



réduction des fonds opérationnels, affectant la disponibilité de données solides et fiables sur lesquelles fonder les décisions stratégiques. Cependant, des opportunités ont également émergé. De nombreux gouvernements de pays producteurs ont reconnu la possibilité de « reconstruire en mieux », certains répondants de l'IGF faisant remarquer que la pandémie pourrait donner l'impulsion nécessaire pour organiser et formaliser leurs secteurs d'EMAPE. Dans ce contexte, des stratégies efficaces pour aider le secteur de l'EMAPE à se remettre des impacts directs et indirects de la COVID-19 seront nécessaires.

À quoi pourraient ressembler, dans la pratique, des stratégies efficaces pour la relance du secteur de l'EMAPE? De nombreuses options existent, mais pour être efficaces et évolutives, elles doivent reposer sur la coopération entre les secteurs public et privé, qui peut venir combler le manque de ressources qui a si longtemps entravé les efforts de formalisation. L'innovation et la flexibilité inhérentes au secteur informel peuvent également jouer un rôle, en

prenant conscience qu'un accès stable au marché et des chaînes d'approvisionnement responsables qui génèrent des résultats positifs en matière de développement nécessitent une amélioration continue des performances de la chaîne d'approvisionnement en amont. Par des interventions opportunes et un mélange de mesures de soutien et de réglementations progressives, les gouvernements ont un grand rôle à jouer pour faciliter cette transition. Peut-être les réponses sanitaires actuelles des gouvernements au virus offrent-elles une occasion d'établir la confiance entre les acteurs de l'EMAPE et les institutions gouvernementales, ce qui ouvrirait la voie à un dialogue et un engagement constructifs à l'avenir - un ingrédient clé de la formalisation. Quelles que soient les stratégies spécifiques adoptées par les gouvernements, il est clair que l'environnement politique global doit permettre la croissance d'un secteur propre et responsable, capable de catalyser la reprise économique et de [contribuer à des objectifs plus larges de développement durable](#).

©2020 International Institute for Sustainable Development

Novembre 2020

Document rédigé par

Alec Crawford, conseiller politique principal  
auprès de l'IGF

Olivia Lyster, chercheuse et chef de projet chez  
Levin Sources

Adam Rolfe, directeur principal pour la bonne  
gouvernance chez Levin Sources

*Levin Sources travaille pour un secteur minier durable qui crée une valeur durable pour les personnes et la planète, grâce à de meilleures affaires et à la bonne gouvernance.*



LEVIN SOURCES

**Pour plus d'informations,  
veuillez contacter :**

220 Laurier Avenue West, Suite 1100  
Ottawa, Ontario Canada K1P 5Z9  
Email: [Secretariat@IGFMining.org](mailto:Secretariat@IGFMining.org)



**IGF**

[IGFMining.org](http://IGFMining.org)  
[@IGFMining](https://twitter.com/IGFMining)

Secrétariat hébergé par



Secrétariat financé par

**Canada**